

qu'il le fasse—de revenir sur la décision de refuser l'exportation à ce pays de tous les articles d'intérêt militaire ou se rapportant à la défense.

L'hon. M. Sharp: Le chef de l'opposition songe probablement aux quelques déclarations de mes prédécesseurs qui avaient jeté l'incertitude sur la politique commerciale du Canada à l'égard de Cuba. N'en parlons pas, toutefois. Pour le moment, nous n'avons pas l'intention de modifier notre politique commerciale à l'égard de Cuba, mais si un changement y était apporté, nous l'annoncerions.

(Plus tard)

M. Colin Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre du Commerce une question complémentaire qui découle de la réponse qu'il a donnée il y a quelques instants au sujet du commerce avec Cuba. Peut-il nous dire si l'espoir qu'entretient le gouvernement de porter ces échanges à leur niveau antérieur sera réalisé par l'envoi à Cuba d'une délégation commerciale?

L'hon. M. Sharp: Non, monsieur l'Orateur, on n'a nullement l'intention pour le moment d'envoyer une délégation commerciale à Cuba; mais, bien entendu, la ligne de conduite est constamment à l'étude et si une telle décision était prise, la Chambre en serait informée.

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

LIGNE À SUIVRE CONCERNANT LES RÉSOLUTIONS RELATIVES AU TARIF DES DOUANES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, je désire poser au secrétaire d'État une question qui a trait aux travaux de la Chambre. A la fin de la séance hier soir, le secrétaire d'État a informé la Chambre qu'on étudierait mardi les résolutions budgétaires et il a précisé qu'on commencerait par celles qui portent sur le tarif douanier.

Étant donné que les résolutions sous ce titre en renferment une qui a trait à l'ordonnance sur les surtaxes, nous dira-t-il si la Chambre pourra aborder cet article, car en vertu du Règlement de la Chambre, il est irrégulier de traiter de questions qui sont devant les tribunaux?

L'hon. J. W. Pickersgill (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, je me ferai un plaisir d'étudier cette affaire et je demanderai à mon collègue le ministre de la Justice d'examiner d'ici à mardi le point soulevé par l'honorable représentant, bien qu'à première vue il ne me semble pas y avoir de problème du tout.

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

M. Knowles: Puis-je conseiller au secrétaire d'État de signaler à l'attention du ministre de la Justice le commentaire 149 c) de Beauduchesne, 4^e édition, quand il lui soumettra la question.

L'hon. M. Pickersgill: Je remercie l'honorable représentant de son conseil.

LE DIVORCE

PROCÉDURE À SUIVRE RELATIVEMENT AUX PÉTITIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. A. Thomas (Middlesex-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Peut-il nous dire quels sont les projets du gouvernement pour venir à bout de l'obstruction qui bloque l'adoption des centaines de requêtes en divorce accumulées à l'ordre du jour du Parlement?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le gouvernement, en consultation avec les autres partis, fait de son mieux pour ménager une entente satisfaisante qui permettra de mettre un terme à cette obstruction.

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LISTE DE CABINETS D'AVOCATS DONT ON RETIENDRA LES SERVICES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Donald MacInnis (Cap-Breton-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre de la Justice, mais vu qu'il est absent, je vais l'adresser à son secrétaire parlementaire et lui demander si son bureau a sollicité une liste exclusive de cabinets d'avocats pour s'occuper des affaires de son ministère.

M. D. S. Macdonald (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, je transmettrai volontiers la question au ministre à son retour.

(Plus tard)

M. MacInnis: En l'absence du ministre de la Justice, je voudrais poser une question à son secrétaire parlementaire. Son bureau a-t-il demandé une liste officielle des bureaux d'avocats auxquels on fait appel pour des affaires urgentes?

M. Macdonald: Je porterai la question à l'attention du ministre.

LA SANTÉ PHYSIQUE ET LE SPORT AMATEUR

DÉPENSES ÉVENTUELLES CETTE ANNÉE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. D. M. Fisher (Port-Arthur): Je voudrais poser au ministre de la Santé nationale et